



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Yves BARRAL, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours de l'exercice 2019.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020 et en date 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Hind EMAD, Clare HART, Frédéric LAFFORRGUE, Cyril MEUNIER et Renaud CALVAT.

Au 31 décembre 2019, le capital de la société s'élève à hauteur de 15 833 230 €. Pour rappel, une réduction du capital initial (anciennement de 21 035 577 €) a été réalisée en décembre 2018 après la constatation de capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social, compte tenu des déficits successifs réalisés par la société.

Montpellier Méditerranée Métropole reste actionnaire à hauteur de 35,54% du capital aux côtés notamment de la Région Occitanie (37,65%) de la Ville de Montpellier (9,29%) du Département de l'Hérault (1,15%) et des actionnaires privés (16,37%).

Montpellier Méditerranée Métropole détient 6 sièges sur 18 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence de la société.

A compter du 1^{er} janvier 2019, suite à la résiliation anticipée de la délégation de service public déficitaire entre MONTPELLIER EVENTS et la Région Occitanie, le Parc des Expositions et la Sud de France Aréna sont désormais gérés en délégation de service public par la SPL Occitanie Events. L'année 2019 marque donc la première année de gestion des deux seuls équipements métropolitains que sont le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud pour la SAEML MONTPELLIER EVENTS dans le cadre de la Délégation de Service public (DSP) qui s'est poursuivi avec la Métropole.

Ainsi, les données financières et d'activité de la société relatives à l'exercice 2019 sont difficilement comparables avec celles de l'exercice 2018. Pour autant celles concernant les deux sites métropolitains peuvent toutefois être comparées.

Au cours de l'exercice 2019, le Conseil d'Administration s'est réuni à deux reprises les 22 mars et 12 juin 2019. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 25 septembre 2019 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2018.

La Direction Générale de la société a été portée par Monsieur Cédric FIOLET de janvier 2019 au 23 juin 2019 ; celle-ci a ensuite été confiée à Madame Sandra VERNIER nommée par le Conseil d'Administration du 22 mars 2019 pour un mandat de 5 ans à compter du mois de juin 2019.

Le mandat de censeur de Monsieur BRIN du Comité de la Foire Internationale de la Vigne et du Vin a été renouvelé pour 6 ans à l'occasion de l'AGO du 25 septembre 2019.

L'année 2019, dernière année du contrat de DSP avec la Métropole, a également été marquée par la mise en œuvre d'une procédure de renouvellement de délégation de service public par la collectivité délégante, au titre de laquelle, la SAEML MONTPELLIER EVENTS s'est à nouveau portée candidate. Le Conseil de Métropole en date du 23 décembre 2019 a attribué une nouvelle DSP de 8 ans à la société MONTPELLIER EVENTS, du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2027.

L'effectif de la société est de 58 salariés au 31 décembre 2019 dont une personne en CDD et un mandataire social.

Au 1^{er} janvier 2019, les personnels affectés à la DSP Parc des Expositions / Sud de France Aréna ont été transférés à la SPL Occitanie Events. L'effectif de la société était de 115 salariés au 31 décembre 2018.

Les deux sites d'exploitation Corum et Zéniths Sud affichent un nombre stable de 303 manifestations dont 80% se sont déroulées au Corum et 20% au Zénith Sud. Toutefois, le nombre de participants se montre en légère baisse de 1.5% pour atteindre 431 179 contre 437 716 en 2018.

Une analyse par marché donne les comparatifs suivants :

- Le marché du MICE (Meeting Incentive Congress and Events) regroupe les congrès (-2,8% du nombre de participants malgré une hausse de +14,3% des manifestations) ; le corporate (-16,2% du nombre de participants et +10,3% de manifestations) ; les salons accueillis (-9% de participants pour -13,3% de manifestations) soit un total de 148 448 participants (-6%) pour 117 manifestations (+9,3%) ;
- Le marché des spectacles affiche une hausse de fréquentation de +6% et +8% de manifestations en plus (96 / 89 en 2018) ;
- Les manifestations liées aux associations culturelles (OONMO, festival Radio France et Montpellier Danse) sont en baisse de -17% avec -8% de fréquentation.

Pour l'activité des deux sites, le chiffre d'affaires est stable et s'établit à 12 514 K€ HT (le Chiffre d'affaires 2018 des quatre sites s'établissait à 26 443 K€).

Le chiffre d'affaires se répartit à 87.6% pour le Corum et 12.4% pour le Zénith Sud.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 13 157 K€ (contre 27 415 K€ en 2018 avec la gestion des quatre équipements) pour un total de charges à 12 370 K€ (28 618 K€ en 2018). Le résultat d'exploitation s'établit donc à 787 K€ (-1 203 K€ en 2018).

La société enregistre ainsi pour la première fois depuis 2009, un bénéfice de 788 K€ (contre une perte de 2 489 K€ en 2018).

Les capitaux propres de la société ont augmenté en évoluant de 13 272 K€ en 2018, à 14 060 K€ en 2019, pour un capital de 15 833 K€.

Les redevances versées à la Métropole, dans le cadre de la délégation de service public, s'élèvent à 1 320 K€ HT (les montants 2018 s'élevaient à un total de 2 208 K€ dont 1 577 K€ pour la DSP avec Montpellier Méditerranée Métropole et 631 K€ pour la DSP avec la Région Occitanie).

Par ailleurs, en terme d'obligation d'entretien et de réparation sur la durée du contrat de DSP arrivant à son terme avec la Métropole, la société a su remplir ses obligations avec un montant cumulé de travaux s'élevant à 3.5M€ dont 567 K€ sur l'exercice 2019 (contre un objectif de 3,3 M€). Aussi, l'ensemble des immobilisations corporelles qualifiées de biens de retour a été entièrement amorti et restitué au 31 décembre 2019 dans le patrimoine de la Métropole.

Dans le cadre des perspectives 2020, il conviendra de rappeler comme évoqué, le cadre d'un nouveau contrat de DSP relatif aux deux équipements de la Métropole, pour une durée de 8 ans ; et la mise en place d'une nouvelle organisation, liée notamment à la nouvelle direction générale.

Toutefois, cette année sera particulièrement marquée par le contexte de crise sanitaire du Covid-19, ayant déjà fortement impacté l'activité des deux sites, pour une durée restant encore difficile à déterminer. Une perte de chiffre d'affaires d'au moins deux millions d'euros aura déjà pu être enregistrée sur le 1^{er} semestre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société Montpellier Events pour l'exercice 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-137462-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAA 2019 ME.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.